ou plutôt ils sont tout cela à la fois; en effet, ils se jettent dans une voie quelconque, et tout-à-coup ils l'abandonnent brusquement.

« Nous ne trouvons pas répréhensible qu'on laisse de côté un plan que l'on ne croit point praticable; mais nous pensons que cela dénote un manque de prévoyance dans un ministre. Il est clair, en outre, qu'il y a absence de sens commun et de coopération entre lord John Russell et ceux qui le soutiennent de leurs votes, et que cet état de société qui souffre de cet état de choses. M. Roebuck est d'avis que le seul moyen qu'ait lord John Russell de mettre fin à ces difficultés est de se retirer de la scène, et de laisser la reine, le peuple, le prince Albert et l'Exposition » en l'ombre d'un gouvernement. Nous savons que cet abandon nous paraîtrait gros de dangers, et la réputation de lord John Russell lui fait un devoir de mettre un terme à la situation, ou de poursuivre sans nouvelle interruption sa carrière ministérielle jusqu'à la fin de la session. »

L'amendement de M. Urquhart sur le bill des titres ecclésiastiques a été rejeté, dans la séance du 9, par 280 voix contre 201.

Le comte de Thomar est arrivé en Angleterre sur le paquebot *Iberia*, qui est entré le 15 à Southampton. Il a pris une place de seconde classe et ne s'est pas mêlé aux passagers pendant le voyage.

ALLEMAGNE.

AUTRICHE.

L'Autriche ayant de soumettre à la Diète la question de son entrée dans la Confédération avec tous ses États, lui présentera les protestations de la France et de l'Angleterre, et l'invitera à repousser énergiquement cette tentative d'immixtion dans les affaires intérieures. Il est probable qu'elle demandera en même temps une interprétation authentique de l'article de l'acte final de Vienne, qui déclare affaire purement intérieure l'admission de nouveaux États dans la Confédération. Le comte d'Arnim est chargé de faire les propositions nécessaires à ce sujet. Le comte d'Arnim Heinrichsdorff a, dit-on, déjà déclaré que son gouvernement consentait à cette démarche.

Le *Wanderer* annonce que le prince de Schwartzenberg a envoyé aux petits États de l'Allemagne une déclaration sur la question allemande dans laquelle les vues de l'Autriche sont développées d'une manière complète. On dit que les États secondaires ont déclaré qu'ils partageaient entièrement les vues de l'Autriche.

L'empereur d'Autriche devait partir le 22 de ce mois pour se rendre au nord de son empire. L'aide-de-camp de S. M. I., le major Keller, s'est déjà rendu dans ce but à Varsovie, pour complimenter l'empereur Nicolas et pour inviter S. M. I. à une entrevue, qui n'aura pas lieu sur le territoire polonais, mais à Troppau. On se flatte que le czar accompagnera l'empereur jusqu'à Ollmütz, où aura lieu une forte concentration de troupes, et où seront exécutées de grandes manœuvres de cavalerie. On désigne comme l'objet essentiel de la conférence entre les deux souverains, qui sera précédée d'celle avec le roi de Prusse, une dernière tentative d'opérer un rapprochement intime entre l'Autriche et la Prusse. On s'entendra après sur la politique à observer vis-à-vis de la République française. Ainsi Troppau serait pour les souverains ce qu'Ollmütz a été pour les ministres.

Tous les gouvernements, y compris ceux d'Autriche et de Prusse, sont convenus qu'à l'avenir les deux cinquièmes du contingent fédéral se tiendraient prêts de manière à pouvoir prendre les armes dans huit jours.

Les lettres les plus récentes de Varsovie apprennent que le 9 le comte de Nesselrode est arrivé dans cette capitale, et que l'empereur Nicolas y arriverait le 10.

On dit positivement que l'empereur se rendra à Varsovie pour assister à l'entrevue du czar avec S. M. le roi de Prusse. S. M. ira ensuite dans la Gallicie.

PRUSSE.

On écrit de Berlin, le 8 mai, à la *Gazette de Cologne* :

« Le voyage de S. M. le roi à Varsovie est fixé au 17 ou au 18 de ce mois, selon que le président du conseil, qui doit accompagner S. M., sera de retour ou non. La suite du roi se composera du général de Neumann, du colonel de Bonin, du secrétaire de cabinet Niebuhr, et du conseiller de cabinet Illaire. Beaucoup d'autres officiers supérieurs se rendront à Lowicz pour assister aux manœuvres. Le roi sera de retour le 31 mai pour assister à l'inauguration du monument de Frédéric-le-Grand. Le comte de Nesselrode accompagnera l'empereur à Varsovie, et comme M. de Manteuffel accompagnera aussi le roi, l'entrevue des deux souverains aura plutôt un caractère politique que privé. »

Le 9, les membres des deux Chambres se sont réunis dans le Salon blanc du château pour entendre prononcer la clôture de la session. M. de Manteuffel avait été chargé par le roi de prononcer le discours. Il s'est exprimé ainsi :

« Messieurs,

« Les Chambres prussiennes sont arrivées au terme de leur deuxième session régulière, qui pendant plus de quatre mois a exigé les efforts soutenus des représentans du pays. Leurs délibérations ont commencé dans un temps agité et critique. En présence de dangers menaçans, on avait appelé sous les armes toute la force militaire du pays dans une proportion que l'on n'avait jamais vue et avec un succès qui a donné au peuple prussien la conscience de sa force, et a commandé le respect à l'étranger. Cependant il est survenu des circonstances par suite desquelles le gouvernement de S. M. a cru devoir, dans son appréciation loyale et consciencieuse, éviter la lutte avec des races allemandes de frères.

« Mais dans cette disposition des esprits, il était naturel que d'autres opinions sur l'état des choses à cette époque ne restassent pas sans expression dans nos délibérations. Toutefois, le patriotisme des deux Chambres a évité des conflits qui n'auraient été propres qu'à mettre la position de la Prusse en danger au dehors et à gêner son développement intérieur, et que, par conséquent, les adversaires de la Prusse auraient pu seuls contempler avec plaisir.

« Messieurs, vous avez déployé le plus grand zèle dans vos travaux, et les résultats de votre activité vous ont donné de nouveaux droits à la reconnaissance du pays.

« Trente-quatre projets de loi adoptés par les deux Chambres ont reçu en partie la sanction royale et ont été promulgués. Vous avez pourvu aux besoins les plus grands de l'administration financière, et vous avez accordé une diminution partielle d'impôt aux classes peu fortunées. Le budget de l'année 1851 est fixé. Le gouvernement prendra en considération les projets de lois discutés, mais non encore votés. Le gouvernement est convaincu qu'il est parfaitement d'accord avec les corporations législatives du pays, par suite des résolutions que vous avez prises sur les projets de loi qui vous ont été soumis. Il s'efforcera de maintenir cet accord. Un coup-d'œil rétrospectif sur la première session confirmera la conviction que l'ancien esprit prussien peut même, dans les formes de la Constitution nouvelle, se développer avec force, et par conséquent la conduite principale du développement de la Prusse n'a pas été atteinte dans ses bases historiques par les troubles de notre époque.

« Les ennemis de ce développement, les ennemis de l'ordre divin et humain en général, ne sont pas, à la vérité, plus tranquilles que les passions qui les agitent.

« Mais la révolution, sous quelque forme et au quelques lieux qu'elle se présente, trouvera le gouvernement de S. M. vigilant et ferme, et la Prusse armée.

« L'attitude menaçante de leurs ennemis impose à tous les gouvernemens allemands le devoir impérieux, indépendamment de toute autre considération, de ne pas laisser plus longtemps l'Allemagne isolée politiquement, spécialement reconnu à l'extérieur et à l'intérieur. Soit que les gouvernemens allemands reviennent aux formes de l'ancienne Constitution fédérale, soit que les plans non abandonnés d'une transformation de cette Constitution soient réalisés plus tard utilement, le développement indépendant de la Prusse n'en sortira nullement gêné.

« Mais la garantie vraie et la plus sûre d'un avenir heureux et glorieux de notre patrie, de sa prospérité politique et matérielle, de son bien-être croissant à l'intérieur et de sa force et de sa puissance à l'extérieur, vous la trouverez, Messieurs, dans le gouvernement de S. M., dans la coopération infatigable de vous-mêmes, pleins de foi et de confiance, se réunissent encore aujourd'hui sous la devise d'un temps grand et glorieux : Avec Dieu, pour le roi et la patrie. »

Après ce discours, M. de Manteuffel déclare que la session des deux Chambres est close. On entend des cris de *vive le roi !*

La *Gazette nationale de Prusse* annonce que le conseil des ministres, présidé par le roi, a adopté les résolutions définitives concernant les conférences de Dresde. On dit que la Prusse est moins disposée à céder aux prétentions de l'Autriche, si on ne lui fait pas des concessions équivalentes. Mais les nouvelles de Vienne disent le contraire. Toutefois, comme le centre de la politique est maintenant transféré à Varsovie ou à Ollmütz, les résolutions adoptées pourront ne pas être définitives.

Berlin, le 15 mai au soir (par dépêche télégraphique.)

« La reine n'accompagnera pas le roi à Varsovie, comme cela était annoncé; elle reste à Berlin, par suite d'une indisposition et à cause de la mort de la duchesse Amélie de Leuchtenberg, veuve de don Pedro, décédée le 13 de ce mois à Munich.

« Les conférences de Dresde sont définitivement closes. La Prusse » refuse presque toutes les demandes de l'Autriche. »

Le roi est parti le 15 pour Varsovie.

DRESDE.

La clôture des conférences de Dresde a eu lieu le 15 mai. Tous les plénipotentiaires des gouvernemens allemands se sont réunis à 10 heures du matin dans le palais de Brühl pour assister à la dernière séance plénière, qui ne s'est terminée qu'après deux heures de relevée. Comme le président du conseil des ministres, M. le baron de Manteuffel, était très pressé d'aller rejoindre son souverain à la cour impériale de Varsovie; on a tenu encore à 4 heures la séance de clôture, à laquelle assistaient tous les plénipotentiaires et ministres en grande tenue. A 5 heures, il y a eu au château royal un dîner de gala, auquel avaient été invités le prince de Schwartzenberg, M. de Manteuffel, tous les plénipotentiaires, ainsi que tous les envoyés et ministres d'état. S. M. le roi, qui réside dans sa villa près Loschwitz, s'était rendu au château pour ce dîner.

BAVIÈRE.

On écrit de Munich, le 13 mai :

« Cette après-midi, à trois heures un quart, la duchesse Amélie de Leuchtenberg, duchesse de Bragance, veuve de l'empereur de Brésil don Pedro Ier et belle-mère de l'empereur actuel du Brésil et de la reine du Portugal donna Maria II, est morte ici.

« Amélie-Augustine-Eugénie-Napoléone, duchesse de Bragance, était née le 31 juillet 1812; elle était fille de feu le prince Eugène de Beauharnais, duc de Leuchtenberg, prince d'Eichstadt; elle avait épousé par procuration le 2 août, et en personne le 17 octobre 1829, l'empereur don Pedro Ier du Brésil; elle était veuve depuis le 21 septembre 1834. »

BELGIQUE.

Le ministère belge se voyant, par suite de profondes modifications introduites dans le projet des droits de succession, entravé dans ses efforts et dans ses projets pour améliorer la situation du Trésor et pour exécuter ou achever les grands travaux publics, s'est retiré. Sa résolution a été annoncée le 17 à la Chambre des représentans par M. Rogier. Il a adressé sa dernière démission au roi.

M. Delehaye-Lelièvre est chargé, dit-on, de recomposer le cabinet.

Cette dernière nouvelle est confirmée par la dépêche suivante, adressée au gouvernement, et publiée par la *Patrie* :

Le ministre de France à M. le ministre des affaires étrangères.

« Bruxelles, le 17 mai 1851, onze heures du matin.

« Tous les ministres ont remis leur démission entre les mains du roi. Le cabinet se réunit en ce moment pour arrêter la communication qu'il compte faire à la Chambre à cette occasion. »

On lit dans un des derniers numéros de l'*Indépendance belge*:

« M. Hart, l'habile graveur dont nous avons eu maintes fois à signaler les œuvres à l'attention publique, a exécuté, sur la commande de M. le ministre de l'intérieur, une nouvelle médaille qui vient de augmenter encore la juste réputation qu'il s'est acquise. Cette médaille, d'environ six à sept centimètres de diamètre, a été frappée pour être remise en récompense aux personnes qui se sont distinguées pendant le choléra, en 1849. Elle représente, d'un côté le buste du Roi, d'une parfaite ressemblance, et de l'autre un sujet allégorique, la Belgique distribuant des couronnes à ceux qui se sont dévoués au salut de tous; à droite, le corps médical ou, pour mieux dire, la science, représentée sous les traits d'un homme drapé à l'antique, à la figure sévère et méditative; à gauche, le dévouement sous les traits d'une femme agenouillée, entourant de ses bras de jeunes enfants. Le relief, l'expression, le fini des détails, l'heureuse harmonie de l'ensemble, tout concourt à placer cette médaille parmi les œuvres dignes d'attention de la numismatique moderne; ce qui n'étonnera, au reste, aucune des personnes qui connaissent les œuvres précédentes de M. Hart, notamment la magnifique médaille exécutée par lui en l'honneur du Sultan, et dont nous eûmes, dans le temps, l'occasion de parler. »

ESPAGNE.

Les collèges électoraux de Madrid ont élu à une forte majorité M. Vicente Collantes, le duc d'Alba, Martinez de la Rosa, le marquis de Perales, le vicomte d'Armeria et M. Jose Aubal y Arratia. Le scrutin n'est pas encore clos, mais ces candidats peuvent être considérés comme définitivement élus. Dans les collèges de la banlieue, le succès des candidats ministériels est aussi complet.

Aucun désordre n'a eu lieu pendant les opérations électorales; seulement, dit la *Epoca*, on a arrêté quelques individus qui tentaient de voter subrepticement sous le nom d'électeurs décédés.

Le *Heraldo* se laisse aller aux plus sombres pensées, en présence des dernières nouvelles de Lisbonne du 7 mai :

« En nommant Saldanha président du conseil, dit-il, la reine donna Maria s'est associée à la pensée de la révolte. Le gouvernement n'a pas les forces nécessaires pour empêcher Lisbonne d'imiter le mouvement de Porto. Le duc de Saldanha a complétement oublié que dernière lui était le parti septembriste, avec ses menaces de destruction et de mort. Il serait possible que la révolution portugaise se fît républicaine, entraînant dans la chûte du trône les hommes qui ont poussé le premier cri de révision. »

PORTUGAL.

La correspondance de Madrid parle d'un accident arrivé à la reine Christine, qui s'est cassé la jambe en descendant de voiture. Cet accident ne paraît pas devoir entraîner de suite fâcheuse.

La même correspondance donne des détails intéressans sur les affaires du Portugal. On va voir que le duc de Terceira n'ayant pas réussi à composer un cabinet, la reine donna Maria avait essayé d'en former un sous la présidence du baron de Luz, mais qu'on reçut alors d'Oporto une liste imposée par Saldanha. Ces évènemens causent une grande sensation en Espagne. Voici le texte de la correspondance :

« On a reçu aujourd'hui des nouvelles de Lisbonne du 3 mai. Dans la matinée de ce jour, une certaine agitation régnait en ville; mais, à l'heure du départ du courrier, aucun mouvement n'avait encore éclaté. Le duc de Terceira n'ayant pas pu parvenir à former un ministère, avait résigné ses pouvoirs entre les mains de la reine donna Maria.

« Le cabinet a été alors composé par M. le baron de Luz de la manière suivante :

« Président du conseil et ministre de la guerre, le général Saldanha; ministre des affaires étrangères et de l'intérieur, le baron de Luz; ministre par intérim de la guerre, de la marine et des colonies, M. Francisi; ministre des finances et de la justice, M. Franzini.

« On ignorait si le maréchal Saldanha ferait partie de cette liste ministérielle. Dans le cas où il ne l'agréerait pas, il choisirait lui-même ses collègues parmi ses anciens amis politiques, MM. José de Silva Passos, Sa da Bandeira et le comte de Lavradio. Le cabinet composé par le baron de Luz comprend des personnes avec lesquelles le maréchal est lié d'amitié; mais dans ces derniers temps, soit comme membres des Cortès, soit comme fonctionnaires publics, ces personnes ont soutenu le comte de Thomar. Il est probable que par cette raison le maréchal n'en voudra pas pour ses collègues.

« Les journaux de l'opposition à Lisbonne parlent en termes clairs et précis de la possibilité, de la nécessité même de l'abdication de la reine Dona Maria en faveur de son fils aîné, âgé de quatorze ans. D'après la législation portugaise, la majorité n'a lieu qu'à dix-huit ans révolus; cependant, la reine Dona Maria a pris place au trône à l'âge de quatorze ans. On regrette comme possible cette abdication. Du reste, aucune nouvelle de Porto. On craint que Saldanha ne se jette tout-à-fait dans les bras des progressistes.

« Nos journaux de Madrid qui consacrent des réflexions et des commentaires à ces évènemens apprécient ainsi la situation du Portugal :

La *Espana* prévoit que si la reine donna Maria a été contrainte d'accepter le maréchal Saldanha comme premier ministre imposé par la nécessité, le cabinet du maréchal ne se sera qu'un bref épisode du grand drame auquel touche le Portugal et une tache indélébile pour l'armée portugaise.

La *Epoca* regarde le Portugal comme complétement perdu. Le ministère Terceira, devenu impossible après la lettre dictatoriale de Saldanha, n'a duré que vingt-quatre heures. Pour satisfaire ce vainqueur, il a fallu destituer le marquis de Fronteira de son commandement militaire de Lisbonne et de la garde nationale, et le duc de Terceira du commandement en chef de la 1re division militaire; et comme si ce n'était pas encore assez d'humiliation pour le trône, le duc de Terceira a supplié la reine de lui retirer le titre de premier majordome de sa maison, qui lui avait été conféré lorsque Saldanha fut élevé au palais, afin de mettre de nouveau cette dignité aux pieds de l'insolent maréchal.

« Il ne paraît pas que tant de concessions l'aient désarmé. Le 3 mai, il est arrivé à Lisbonne un aide-de-camp du maréchal avec la liste du nouveau cabinet qu'il impose à sa souveraine. Il ne demande pas, il exige la sanction royale. Voici la liste de ce cabinet : Saldanha, président du conseil sans portefeuille; Passos, à l'intérieur; Francini, aux finances; Ferrao, à la justice; Ferreira, à la guerre; le comte de Lavradio, aux affaires étrangères; le vicomte Sa da Bandeira, à la marine. On considère ce cabinet comme quasi-septembriste. Le vicomte Sa da Bandeira et le comte de Lavradio sont deux des chefs les plus accrédités du parti du mouvement en Portugal.

« Ces concessions satisferont-elles le parti septembriste, qui a coopéré à la révolte? Il semblerait que non. Le *Patriota* et la *Revolucion* demandent ouvertement l'abdication de la reine. La situation du Portugal est aujourd'hui exactement la même que celle de l'Espagne en 1840; Saldanha représente Espartero; Oporto représente Valence et Barcelone. Après le ministère provisoire viendra la regence provisoire; après la regence... sans doute la révolution.

« *El Heraldo*, sans aller aussi loin, trouve aussi très grave la situation du Portugal, et il flétrit énergiquement la conduite de Saldanha, humiliant d'une manière aussi scandaleuse qu'insolente le trône qu'il devait soutenir.

« La *Epoca* annonce que le général marquis del Duero a eu une longue conférence avec les ministres sur les affaires de Portugal. Le bruit a couru que le gouvernement avait donné l'ordre aux capitaines généraux de Galice, d'Andalousie, d'Estramadure et de la Vieille-Castille de tenir prêts à prendre les armes les bataillons de la réserve en garnison dans les provinces voisines du Portugal, pour le cas où les évènemens de ce royaume rendraient cette mesure nécessaire. »

La situation de Lisbonne est loin d'être satisfaisante. Dans la nuit du 2, plusieurs groupes se présentèrent aux différens points de la capitale. Les uns criaient : *Vive Saldanha!* et les autres : *Vive la Charte réformée!* Une partie de ces groupes se dirigea sur le quartier du 4e chasseur, et poussa l'audace jusqu'à essayer de forcer les portes de la caserne, ce qui obligea le commandant à faire une charge qui dispersa la multitude. Un autre groupe se présenta à la caserne de la Cruz pour fraterniser avec les dépôts d'infanterie et de chasseurs qui s'y trouvaient.

En ce moment le ministre de l'intérieur, en habit de ville, accompagné du commandant général de la garde municipale et de quelques ordonnances, se rendait à la caserne. Il fut accueilli par les cris de : *Mort au ministre!* et on lui lança quelques pierres. A cette provocation, les soldats, par un mouvement spontané et sans aucun ordre, dégaînèrent et se jetèrent sur la foule. Un homme fut légèrement blessé. Le dimanche 3, la situation était plus grave : Les groupes devinrent plus nombreux et se dirigèrent vers les quartiers des bataillons nationaux, dans le but de les soulever et de les faire servir à leurs mystérieux projets. Le bon esprit de la troupe rendit heureusement ces tentatives inutiles.

Vers le soir, un groupe fit encore de grands efforts pour obtenir la coopération des bataillons de la Charte et du Commerce. Dès que le commandant de la garde municipale eût connaissance de ce rassemblement, qui grossissait à chaque instant, il se rendit sur les lieux à la tête d'un détachement de cavalerie, et invita la foule à se disperser; mais il ne fut pas écouté : des pierres furent même lancées contre les soldats, l'un d'eux fut blessé à la tête. Ils dégaînèrent alors, firent une charge et blessèrent plusieurs individus. On distinguait dans les cris poussés par la multitude, ceux de *vive Pedro V! vive la Charte réformée!* Les théâtres ont été fermés par ordre supérieur. On espérait que la manifestation de l'adhésion au mouvement, qu'avait faite le gouvernement, ôterait tout prétexte pour troubler de nouveau la tranquillité publique.

A Oporto, l'ordre n'avait plus été troublé. Sur tous les autres points du Portugal, le calme régnait.

On a des nouvelles de Lisbonne du 10 mai. Le roi s'était démis du commandement en chef de l'armée. Le maréchal Saldanha était attendu à Lisbonne le 13, avec une force militaire considérable. Lisbonne était tranquille, mais on craignait des désordres. Le roi et la reine n'osent plus paraître en public. Le ministère n'était pas encore formé.

On lit dans le *Standard*, 15 mai ;

« Les dernières nouvelles de Lisbonne du 10 mai sont très importantes. Le Portugal paraît être à la veille d'une terrible commotion. Le roi a résigné le commandement en chef de l'armée, et la reine ne paraît devoir la conservation de son trône qu'à la tolérance du duc de Saldanha, qui gouverne despotiquement. Il destitue les officiers militaires et civils, il en nomme d'autres. Il lève des volontaires, rend des décrets financiers; en un mot, il exerce le pouvoir dictatorial. Le sentiment populaire était si contraire à la reine et à son ancien ministre, que ni elle-même, ni son royal époux, ni même leurs domestiques en livrée, n'osent se hasarder dans les rues de la capitale. Aucun ministère n'a été formé. Le seulement Saldanha a convoqué un conseil de guerre pour s'en occuper. Il a été décidé que M. José Passos, président de la junte d'Oporto en 1847, serait président du conseil. Le duc de Saldanha a refusé de prendre un portefeuille, attendu qu'il devait avoir d'autres occupations qui absorberaient son attention. Le duc de Saldanha devait courir le 13 à Lisbonne, à la tête d'une armée imposante. On regardait comme très probable qu'à ce moment la plus grande agitation aurait lieu, et qu'il pourrait en résulter une attaque contre le palais royal, et peut-être l'abdication et la fuite de la reine.

« Dans correspondances de Lisbonne du 19 mai annoncent que Saldanha a gardé à Oporto le bateau à vapeur le *Don Luis*, qui lui avait apporté une lettre autographe de la reine Dona Maria, et il a fait répondre, par un bateau à vapeur du commerce, qu'il n'accepterait pas de ministère, mais qu'il était prêt à conseiller la reine dans le choix de ses ministres. Il a promis de rentrer à Lisbonne prochainement, mais non immédiatement, attendu qu'il avait diverses affaires à régler en premier lieu. Il demandait que deux autres bateaux à vapeur lui fussent envoyés à Oporto, pour prendre les troupes qui l'accompagneraient à Lisbonne. Le *Mondolée* et le *Tejal* lui ont été envoyés. Les affaires sont dirigées, en attendant l'arrivée de Saldanha, par le baron de Luz et Francos et le colonel Franzini, qui réunissent dans leurs mains les six portefeuilles. A chaque moment le télégraphe est en jeu pour consulter le bon plaisir du duc Masaniello. Jamais révolution plus pitoyable n'a eu lieu en Portugal, tant pour le vainqueur que pour les vaincus. Le roi est presque la seule personne qui n'ait pas été flétrie par ces évènemens; il a été malheureux, mais sa conduite et son attitude ont été honorables. On redoute une commotion terrible à l'arrivée de Saldanha. Les domestiques de la reine se sortent qu'à habillés en bourgeois.

« On apprend de Porto que la semaine dernière, il y a eu presque une scission entre Saldanha et ses partisans militaires, parce qu'il a, dans la liste des officiers retraités, choisi un officier qu'il a voulu placer dans le 2e régiment. L'effervescence a été telle que Saldanha a été obligé de céder. Il a prétendu qu'il y a eu erreur, et qu'il avait eu seulement l'intention de placer cet officier dans un régiment de volontaires qu'il organise. C'est M. José Passos, l'un des hommes les plus capables du Portugal, qui a été choisi en conseil de guerre pour être le président du conseil; mais on n'a adopté aucune résolution à l'égard d'autres ministres. »

On lit dans l'article de la Cité du *Standard* du 16 mai:

« Le nouvel examen des nouvelles du Portugal n'a pas diminué l'anxiété éprouvée au sujet de la marche des évènemens dans ce royaume. La répugnance visible de Saldanha à obéir à la reine, qui lui intimait l'ordre de venir à Lisbonne, a fait naître l'idée qu'il a d'autres objets en vue que la cause ostensible de son mouvement insurrectionnel. Les rumeurs au sujet de l'abdication de la reine ont pris plus de consistance. »

AMÉRIQUE.

ÉTATS-UNIS.

La seule nouvelle politique qui vienne d'Amérique, c'est la saisie, dans les eaux de l'État de New-York, de deux bateaux à vapeur, le *Jacob Bell* et la *Cleopatra*, destinés à faire partie d'une nouvelle tentative d'invasion sur la Havane. Le gouvernement de Washington, tenu en éveil par les évènemens de l'année dernière et par le sentiment de réprobation que la première expédition de Narcisso Lopez a excités dans tous les pays civilisés, déploie une vigilance et montre une volonté dont l'opinion devra lui savoir gré. Le Président, M. M. Fillmore, a publié, au sujet de cette nouvelle équipée, une proclamation qui lui fait honneur, d'autant plus que l'on prépare en ce moment aux États-Unis la campagne de la prochaine élection présidentielle, et que cet acte de probité politique lui fera certainement perdre un grand nombre de voix dans les États du Sud.

Les journaux de New-York semblent